



Que l'Égypte laisse les journalistes travailler !

Les syndicats français de journalistes (SNJ, SNJ-CGT et CFDT-Journalistes) exigent la levée de l'interdiction de territoire égyptien du journaliste français Rémy Pigaglio et dénoncent les atteintes à la liberté de toute la presse dans ce pays.

Il y a une semaine, le journaliste Rémy Pigaglio, correspondant en Égypte-principalement du journal *La Croix* et de *RTL*, de retour de vacances en France, était arrêté à son arrivée à l'aéroport du Caire, par la police de l'aéroport. Il apprenait qu'il était interdit de territoire. Le 24 mai au soir, après 30 heures d'emprisonnement dans la zone aéroportuaire, sans que les autorités ne lui en expliquent les raisons, il était contraint de reprendre un billet pour quitter le pays. Ses papiers étaient pourtant en règle : il disposait d'un visa de six mois et était accrédité pour y travailler comme journaliste grâce à la détention de la carte de presse égyptienne. Ce journaliste de 28 ans, dans le pays depuis deux ans, est l'auteur de nombreux articles notamment sur les tensions et atteintes aux libertés dans le pays.

Le 25 avril, quatre journalistes français couvrant une manifestation ont été arrêtés pendant plusieurs heures et trois d'entre eux n'ont jamais récupéré leur téléphone portable. Le 1^{er} mai, deux membres du Syndicat des journalistes égyptiens (EJS) étaient arrêtés, accusés de « complot » contre l'État.

Quelques jours plus tard, des centaines de journalistes, rassemblés dans les locaux de l'EJS, demandaient la démission du ministre de l'intérieur, les excuses du président Sissi et la libération de tous les journalistes emprisonnés, soit plus d'une trentaine.

"L'ensemble des correspondants français en Égypte déplore la répression grandissante des autorités sur les médias égyptiens et étrangers : surveillance, intimidation, arrestation, refoulement, expulsion, détention (...). La liberté de la presse est bafouée de manière répétée mettant en danger la sécurité des journalistes", déclaraient le 25 mai, dans un communiqué commun relayé sur leurs comptes Twitter respectifs, la douzaine de correspondants français en Égypte (tous pigistes).

Rémy Pigaglio réclame le droit de revenir travailler en Égypte, où il était installé pour au moins plusieurs années encore.

Les syndicats de journalistes français (SNJ, SNJ-CGT et CFDT-Journalistes), membres de la Fédération internationale des journalistes (FIJ) qui regroupent 600 000 journalistes dans le monde, exigent la levée de l'interdiction de territoire égyptien du journaliste français Rémy Pigaglio, ainsi que le respect, par les autorités égyptiennes, de la liberté de toute la presse dans ce pays.

Paris le 30/05/2016